



# Nos emplois Pas leurs profits !

**Le patronat, le gouvernement et de manière générale tous les porte-parole et défenseurs du système capitaliste opèrent en permanence un matraquage idéologique qui consiste à nous faire croire que tout ce que nous subissons relève de la fatalité.**

*« Oui, le chômage qui augmente de manière délirante, la précarité qui tend à se généraliser, les centaines de milliers d'emplois supprimés chaque année, la pauvreté dans un des pays les plus riches du monde qui atteint des taux records.... Tout ça est bien triste mais on n'y peut rien car ce sont les effets du système économique et social le meilleur au monde : le système capitaliste. »*

*« Pourquoi c'est le meilleur ? Mais parce qu'il n'en existe pas d'autre !!! »*

**Le NPA refuse cette logique et défend au contraire une société où de tels fléaux sociaux seraient proscrits.**

Pour cela, nous devons tous dans un premier temps être rétablis dans nos droits élémentaires. **Le droit à l'emploi en est un puisque dans cette société le privé d'emploi n'a plus sa place et surtout ne peut à terme même plus subsister !**

La propagande patronale et gouvernementale nous impose les suppressions d'emplois comme une nécessité. **Oui, c'est une nécessité pour une minorité de la population afin de maintenir ses énormes profits.** Mais c'est loin d'être une nécessité pour la grande majorité d'entre nous !

**Pourquoi la vie, voire la survie de milliers de familles devraient être liées aux performances économiques des entreprises ? Parce qu'en régime capitaliste, l'objectif n'est pas la satisfaction des besoins de la population mais le maintien du pouvoir économique et politique d'une minorité.**

Les entreprises, les plus grandes notamment, ont les moyens de manipuler la présentation de leurs comptes de manière à faire apparaître des difficultés qui n'existent que sur le papier. Ces manipulations visent à faire accepter par l'opinion publique, les médias, les pouvoirs publics et surtout les travailleurs la nécessité de supprimer des emplois, de licencier. **Mais a t-on jamais vu une grande entreprise incapable d'honorer ses engagements vis à vis de ses actionnaires ? Quoiqu'il arrive, les profiteurs du système se goinfrent toujours, année après année, crise ou pas crise.**

Le salarié est considéré comme un moyen de production parmi d'autres, une ressource comme l'énergie ou les matières premières. Engraissé, le parasite social dénommé « l'actionnaire » reste la finalité de l'économie capitaliste. Ainsi, Peugeot a pris sur ses fonds propres, en l'absence de profits officiels en 2008, pour distribuer des dividendes aux actionnaires en 2009. Pourquoi ne pas assurer le maintien de l'emploi avec cet argent ?

Quant aux petites entreprises, elles dépendent pour plus de 60 % d'entre elles de l'activité des grands groupes cotés au CAC 40. Or, les seuls dividendes versés début 2009 par les 40 entreprises du CAC 40 (35,5 milliards d'euros!) auraient permis de financer 1 million d'emplois, à 1500 euros net, pendant un an !!! Il y a largement de quoi assurer le maintien de l'emploi, c'est une question de société, c'est une question politique.

De janvier à juin 2009 le patronat a liquidé 400 000 emplois. En septembre, il y avait 4.32 millions de chômeurs, dont 1.4 million de longue durée...

Grâce à ce massacre social, banquiers et industriels restaurent leurs profits, reprennent leurs vieilles habitudes : les bonus refleurissent, les Bourses voient à nouveau circuler des milliers de milliards qui cherchent toujours le meilleur placement du jour.

Pourtant avoir un emploi, un salaire est indispensable pour répondre à nos besoins et à ceux de nos enfants, garantir notre santé, notre logement, notre retraite. Il n'est pas acceptable que la satisfaction de ce besoin élémentaire soit soumise aux fluctuations de la Bourse et aux profits de quelques milliardaires.

## **Imposer le droit à l'emploi...**

Nous devons imposer le droit de chacun à un emploi stable et bien rémunéré, à un revenu régulier, quelle que soit sa situation, tout au long de sa vie, sinon aucun des autres droits politiques et sociaux n'a de réelle valeur.

Ce qui veut dire qu'il faut bien évidemment interdire les licenciements, enlever aux patrons le droit d'un autre âge, celui d'avoir pouvoir de vie ou de mort sociale.

Mais cela veut dire aussi que nous devons empêcher toutes les suppressions d'emploi « indolores » comme le non remplacement des départs en retraite.

La propagande capitaliste qui consiste à condamner tout ce qui est dépenses publiques dicte la politique gouvernementale : en 2010, le gouvernement veut supprimer 37 000 postes de fonctionnaires. Mais l'école manque de moyens, mais l'hôpital manque de moyens, mais de nombreux services publics manquent de moyens.

En revanche, l'argent de l'Etat, c'est à dire celui de la collectivité est le bienvenu quand il s'agit de renflouer les responsables de la crise. Imaginons seulement ce que l'on pourrait faire avec le 360 milliards débloqués en urgence pour sauver les banquiers :

- **160 Milliards pour qu'il n'y ait pas en France de revenu inférieur à 1500 euros nets**
- **100 Milliards pour la construction d'un million de logements sociaux**
- **30 Milliards pour annuler la dette des ménages**
- **30 Milliards pour financer un million d'emplois publics**
- **40 Milliards pour augmenter les retraites de 30%**

Les créations d'emploi massives entraîneraient la disparition des « déficit sociaux » comme le trou de la Sécu.

Parallèlement, le gouvernement exonère le patronat de près de 33 Milliards d'euros de cotisations sociales. Dans le même temps il dépense 44 Milliards d'euros pour rembourser les intérêts de la dette publique auprès de banques que le même Etat a largement arrosées pour juguler la crise !

Il est temps de nous affranchir des mensonges des patrons et des gouvernants !

## **UN EMPLOI POUR TOUS !**

- Il faut en finir avec ce système absurde qui voit des travailleurs se tuer littéralement à la tâche alors que le nombre de chômeurs ne cesse de grossir !

- **Une réelle réduction du temps de travail** par la répartition du travail entre toutes les mains, entraînerait non seulement la suppression du chômage et des emplois précaires, mais aussi la maîtrise de ce que l'on produit, utile socialement et pour la sauvegarde de l'environnement. **Une réduction du temps de travail à 32 heures**, c'est 11% d'emplois en plus, de quoi en finir immédiatement avec le chômage.

- **1500 € nets au minimum par mois** et pour tous ne représente même pas la moitié de la richesse produite chaque année dans ce pays. **300 € mensuels de plus pour tous**, ce n'est qu'un rattrapage en regard de ce qu'a rogné le patronat sur les salaires ces 20 dernières années.

- **Un emploi garanti, c'est un emploi stable en CDI à temps plein.** La précarité c'est l'arme du patronat pour garder une main d'œuvre docile et prête à encaisser les mauvais coups.

Un rêve, une utopie ? Comme l'étaient les congés payés ou la sécurité sociale ou même le droit à la retraite avant que nos aînés décident de les conquérir !

## **Tout de suite !**

- **Interdiction des licenciements sous peine de réquisition, sans rachat ni indemnités pour les actionnaires**
- **Fin des subventions publiques aux entreprises privées et réinvestissement de ces fonds dans l'emploi public**
- **Les licenciements pour inaptitude, incompatibilité d'humeur, perte de confiance...et autres fautes dont les patrons sont à la fois juge et partie, doivent être déclarés nuls et les salariés doivent être réintégrés.**
- **Maintien du service public de la Poste, arrêt des suppressions de postes et des licenciements mais aussi une titularisation de tous les précaires du secteur public.**

***Pour cela, nous avons besoin d'un mouvement national, d'un vrai « tous ensemble », d'une grève générale, et pas sur une seule journée !***

*Ces derniers mois, de nombreux travailleurs se sont battus contre les licenciements et les fermetures d'entreprises. Autour des Conti, des New-Fabris, des Freescale, des coordinations se sont mises sur pied pour essayer d'être plus fort ensemble. C'est ce chemin qu'il faut suivre.*

*Pour imposer le droit à l'emploi, il faut faire mettre genou à terre aux patrons par un mouvement d'ensemble !*